

PLEASE RETAIN  
ORIGINAL ORDER

UNCLASSIFIED  
EL/WG MAY 2009

UNARCHIVES  
SERIES S-1060  
BOX 26  
FILE 9  
ACC. 1998/0281

// — Susay

Je voudrais que vous  
contactiez RCTV pour obtenir un  
RV pour moi. Je voudrais  
m'entretenir à l'parable  
avec eux sur la formation  
en cours et visiter le centre  
de formation

Jeudi dans la matinée

9:30.

à pastorale.

14/2

\$

Bis  
Desiderata.

RESEAU DE CITOYENS  
CITIZENS' NETWORK  
Association Internationale

Kacyiru Nord, 234 - B.P.:1219 - Kigali -Rwanda  
Tél/ Fax: + (250) 8.4664

R.C.N. - Unité Juridique

UNAMIR - CIV.POL.

Kigali, le 11 janvier 1995

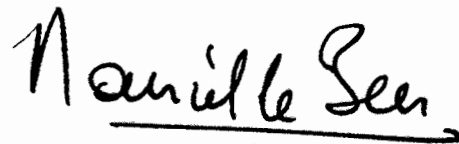
Madame, Monsieur,  
Concerne : formation de 150 I.P.J.

J'ai le plaisir de vous transmettre, pour votre bonne information, le rapport intermédiaire établi à la mi-décembre à propos de la formation de 150 inspecteurs de police judiciaire, organisée par l'Unité juridique de R.C.N., à la demande et en partenariat avec le Ministère de la Justice.

La formation a commencé le 2 janvier dernier avec 150 stagiaires. Le Ministère de la Justice belge a pris l'engagement d'envoyer les formateurs techniques demandés par le Ministère de la Justice rwandais.

Si vous le souhaitez, vous pouvez toujours rendre visite à la formation qui se tient tous les jours à la Pastorale Saint Paul.

Je me tiens à votre entière disposition et vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma parfaite considération.



Daniel de Beer  
Responsable de l'Unité

RÉSEAU DE CITOYENS  
CITIZENS' NETWORK  
R.C.N.  
Association internationale

Kacyiru Nord 234  
B. P. 1219  
Kigali - RWANDA  
Tél. - fax: (250) 8.4664

Chaussée de Boondael 388  
1050 Bruxelles - BELGIQUE  
Tél.: (32).2.646 63 74  
Fax: (32).2.646 70 81

PROGRAMME D'APPUI A LA RECONSTRUCTION D'UN  
SYSTEME JUDICIAIRE

VOLET II  
FORMATION DE 150 INSPECTEURS DE POLICE JUDICIAIRE

RAPPORT INTERMÉDIAIRE  
10 décembre 1994

Synthèse

Convaincue que, tant sur le plan humanitaire que politique, il s'impose d'appuyer l'effort de l'État rwandais pour instaurer un État de droit qui garantisse le respect et le libre exercice des droits de la personne, l'association Réseau de Citoyens a décidé de répondre à la demande du Ministère de la Justice rwandais d'assistance à la formation de 150 inspecteurs de police judiciaire \*.

Cette formation de trois mois, qui débute le 2 janvier, se présente sous de bons auspices.

Il s'agit d'une première réponse bien incomplète à une impérieuse nécessité. Cette formation prendra néanmoins tout son sens si elle s'inscrit dans une perspective plus large d'appui concret de la communauté internationale.

Bref rappel de la situation au 1er octobre 1994

La situation rwandaise est complexe et il faut se garder de l'apprécier à l'aune de nos seuls critères occidentaux. Les quelques brèves observations qui suivent méritent donc d'être nuancées.

\* Cfr. le document de présentation générale du programme, octobre 1994.

Le Rwanda a vécu des drames d'une telle ampleur qu'il est permis d'affirmer, en termes de tendances, que les références communes qui sont la base de toute vie en société ont perdu une grande partie de leur force de cohésion sociale. L'organisation sociale traditionnelle et la culture qui en était le fondement a disparu. Les principes universels, consacrés dans les instruments internationaux tels que la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, n'ont pas acquis de valeur référentielle communément partagée.

L'histoire enseigne qu'aucun processus de construction d'une société démocratique ne peut faire l'économie d'un état de droit et d'un système de justice pénale. De surcroît, aucun processus de réconciliation nationale n'a de chance d'aboutir au Rwanda s'il n'y a pas, au préalable ou, au moins de concert, des suites judiciaires au génocide et aux exactions qui ont suivi. Une justice indépendante est aussi une des conditions d'un retour paisible des réfugiés.

Si la dénonciation des violations des droits de l'homme s'impose toujours, encore faut-il se garder d'en tirer des conclusions politiques hâtives. Dans un contexte contrasté dont il faut tenir compte, le gouvernement rwandais manifeste sa volonté d'établir un État respectueux des droits de la personne. Il n'en a pas encore les moyens et, sans appui, il ne pourra les réunir à court ou à moyen terme.

Avant le mois d'avril, la justice fonctionnait mal. A présent, elle est complètement paralysée. Au mois d'octobre, aucune des institutions prévues par les accords d'Arusha (Cour Suprême, Conseil National de la Magistrature,...) n'étaient mises sur pied. Le Ministère de la Justice, les parquets, les tribunaux sont dans un état de délabrement hallucinant, sans aucun moyen matériel (pas de papier, pas de moyen de communication, pas d'infrastructures...). Le manque de personnel judiciaire, toutes catégories confondues, est aussi dramatique. Sur 785 magistrats au 31 mars 1994, il en reste 114; des 235 inspecteurs de police judiciaire en activité, il en subsiste ... 22.

La justice n'est donc pas rendue. Actuellement, les prisons regorgent de personnes suspectées de participation au génocide, mais l'impossibilité humaine et matérielle de suivre les dossiers ne permet quasiment pas de faire le partage avec les personnes incarcérées suite à des dénonciations faites, par exemple, pour s'approprier des biens ni, de manière générale, d'avancer dans les instructions.

Au mois d'octobre, les discussions sur le tribunal international évoqué par certains rapports établis en exécution de la Résolution du Conseil de Sécurité N°935 du 1er juillet 1994, allaient bon train.

Le Ministre de la Justice, Monsieur NKUBITO, recevait délégations sur délégations; il accueillait les promesses d'aide avec un optimisme que démentait pourtant la politique attentiste de la communauté internationale. Le Ministre de la Justice n'avait pas les moyens de sa politique.

Dans le pays, l'armée, seule force plus ou moins organisée, est le seul rempart contre le chaos. Peu ou prou payée, grossie de recrues qui n'ont pas l'expérience de la discipline que l'on reconnaissait au F.P.R., elle est souvent à l'origine de trop nombreuses exactions pour ne pas être inquiet.

C'est dans ce contexte et en raison de l'urgence, que R.C.N. a pris la décision politique de répondre à la demande du Ministère de la Justice et d'apporter une assistance technique à la formation de 150 inspecteurs de police judiciaire. Tout en clamant haut que R.C.N. devrait être remplacée le plus vite possible ou, à tout le moins, placée dans une autre situation de partenariat, par la reprise de la coopération bilatérale ou internationale.

Le Ministère de la Justice a demandé une formation d'inspecteurs de police judiciaire car ils sont en première ligne en matière de réception et de suivi des plaintes, d'arrestations, d'enquêtes,... Ils sont les interlocuteurs privilégiés des justiciables suspectés d'infractions ou qui en sont les victimes. Il ne peut y avoir de justice pénale sans leur concours.

### Evolution de la situation depuis octobre

Les institutions, communales ou préfectorales par exemple, sont lentement réorganisées, même si elles demeurent sans moyens. Le Parlement a commencé à se réunir et il va pouvoir poursuivre l'important travail, préparé par le Ministère de la Justice, de mise en concordance des textes constitutionnels et législatifs avec les accords d'Arusha. On peut espérer que la Cour Suprême et le Conseil Supérieur de la Magistrature soient bientôt mis sur pied, que des lois soient votées, comme celle qui institue un Barreau indépendant ou celle qui résout le grave problème des femmes en matière d'accès à la propriété.

Il est intéressant de constater que, en concordance avec la volonté affichée du gouvernement, le Ministre de la Justice et son équipe tiennent beaucoup à ce que la (re)mise sur pied des institutions judiciaires s'accompagne d'un travail organisationnel et légistique de mise en concordance effective avec les principes fondant un réel État de droit.

Le 8 novembre, le Conseil de sécurité des Nations Unies a voté la résolution 955 portant la création du tribunal international. Au grand dam des Rwandais, fort peu heureux notamment de ses limites de compétence géographique et temporelle, ainsi que des peines applicables. Néanmoins, le gouvernement rwandais a décidé de coopérer avec le tribunal international.

La situation en matière de respect des droits de la personne reste très préoccupante. Ni le Premier Ministre, ni celui de la Défense ne s'en cachent.

Dans le domaine de la justice, les missions d'évaluations des besoins se sont succédées; elles confirment toutes l'absolue nécessité d'apporter un soutien au système judiciaire sans lequel il est vain de parler de respect des droits de la personne\*.

En revanche, au 8 décembre, hormis la petite aide matérielle que R.C.N. a pu apporter au Ministère de la Justice et au Parquet de Kigali (deux photocopieuses, une dizaine de machines à écrire, quelques tonnes de papier, du petit matériel de bureau et, bientôt, un ordinateur), ainsi que l'ordinateur livré par Reporters Sans Frontières à la prison de Kigali, aucun engagement, ni promesse, n'a encore été concrétisé.

\* Cfr., par exemple, le rapport de la mission d'évaluation UNPD/UNHCR/UNHCHR/USAID/Coopération Suisse/ACCT/ICJ/IPA/Lisbon Forum/ICHRDD.

Un optimisme tempéré peut néanmoins être de mise. Par exemple, l'Union Européenne a dégagé certains moyens financiers dont une partie sera destinée au Ministère de la Justice. Le Canada a décidé de reprendre une coopération bilatérale qu'elle envisage d'orienter en partie vers ce ministère. Le gouvernement belge semble mieux disposé, ...

La justice n'est toujours pas en état de fonctionner. A titre d'exemples, le 1er novembre, 4700 personnes étaient détenues à la prison centrale de Kigali. A la fin du mois, il y en avait 5442 dont 1323 seulement faisaient l'objet d'un dossier répressif.

Les institutions judiciaires n'ont toujours pas les moyens humains et matériels de fonctionner et de prendre, dans le pays, la place qui est la leur. L'armée reste donc prédominante. Or, elle ne peut, ni par nature, ni par sa composition et son histoire, offrir les garanties d'un respect effectif des droits de la personne partout dans le pays. Au sommet, les rapports entre la justice et l'armée semblent bons; il y a consensus sur les objectifs. Dans les villes et les collines, ces rapports peuvent, selon les lieux et les circonstances, être nettement plus tendus. L'inquiétude reste de mise. Il est urgent de donner au Ministère de la Justice les moyens de sa politique.

### La formation de 150 inspecteurs de police judiciaire

En octobre, Monsieur NKUBITO, Ministre de la Justice, a donc demandé à R.C.N. une assistance technique et matérielle pour organiser la formation de 150 inspecteurs de police judiciaire.

#### Principes généraux

Il a toujours semblé évident au Ministre de la Justice et à R.C.N. que la formation doit laisser une large place à l'enseignement des droits de la personne, concrétisés dans les principes constitutionnels, la déontologie, la procédure, les techniques utilisées pour les enquêtes etc. En plus des textes légaux et parmi les références spécifiques, on peut citer:

- les *Protocoles d'accord* signés à Arusha les 18 août et 30 octobre 1992, et le 3 août 1993, relatifs à l'État de droit, à la sauvegarde des droits de l'homme et à la justice,
- le document *"La place de la justice et le rôle du magistrat dans l'édification d'un État démocratique"* (novembre 1992),
- la *"Déclaration universelle sur l'indépendance de la justice"*.

#### Organisation générale

Des appels aux candidats ont été lancés, notamment par la voie radiophonique. Au 8 décembre, 134 candidats se sont inscrits. Conformément aux orientations prises, ils ont au moins terminés les humanités et ils proviennent de toutes les régions du pays, sans distinction de classes sociales. Pour la première fois au Rwanda, la formation est ouverte aux femmes qui sont au nombre d'une douzaine. Parmi les stagiaires, figurent 20 candidats officiers de police judiciaire, c'est-à-dire destinés à être attachés à l'auditorat militaire (juridiction compétente pour les faits imputés à des militaires).

La formation débute le 2 janvier prochain et se termine le 31 mars. Elle se tient en résidentiel. Les cours et exercices sont donnés cinq jours et demi par semaine. Un test de connaissance est organisé au début du stage. La formation est sanctionnée par des examens et la remise d'un certificat.

Trouver des bâtiments pouvant accueillir la formation n'a pas manqué de difficultés, compte tenu de l'état délabré et vandalisé des infrastructures. Le Ministère de la Justice espérait disposer du centre de Murambi, malheureusement en trop mauvais état. En définitive, le Centre national de Pastorale Saint Paul, à Kigali, a accepté d'héberger les stagiaires, de se charger de l'organisation des repas et de mettre à disposition les locaux nécessaires aux cours. Le beau domaine de la Pastorale est chargé d'histoire: deux mille personnes ont pu échapper au massacre en y trouvant refuge.

#### Les cours et les formateurs

D'évidence, il fallait privilégier les ressources rwandaises. La qualité des formateurs est le gage de l'intérêt du Ministère de la Justice pour cette formation:

- Terminologie juridique: Vénant NZAMUKNEREKA, Conseiller à la Cour de Cassation,
- Principes constitutionnels: Béatrice UMUBYEYI, juriste constitutionnaliste,
- Organisation et compétence judiciaire: Ephrem GASASIRA, Président de la Cour d'Appel de Nyabisindu,
- Droit de la famille: Védaste MUSONERA, directeur au Ministère de la Justice,
- Droit pénal spécial: Alphonse NKUBITO, Ministre de la Justice,
- Droit pénal général: Louis M. MUGENZI, Premier Avocat général près la Cour de Cassation,
- Procédure pénale: François Xavier NSANZUWERA, Procureur de la République à Kigali,
- Techniques d'enquête: Denys NTAKIRUTIMANA, directeur général de la police, f.f.,
- Code de la Route: Gérard NTASHAMAJE, capitaine au Ministère de la Défense,
- Régime pénitenciaire: Cassien NZABONIMANA, directeur au Ministère de la Justice.

Un cours de dactylographie doit aussi être organisé, sous l'égide de madame Grâce UWERA, secrétaire au Ministère de la Justice. Une trentaine de machines à écrire d'occasion seront fournies par R.C.N. et laissées ensuite au Ministère de la Justice.

Monsieur Ephrem GASASIRA, qui a déjà une solide expérience en matière de formation, a accepté d'être le conseiller pédagogique du stage.

Le Ministère de la Justice a demandé à R.C.N. de trouver des formateurs étrangers dans les matières suivantes:

- criminologie,
- police scientifique,
- police technique,
- criminalistique,
- déontologie.

A ce propos, des contacts ont été pris notamment avec le Ministère de la Justice et différents organismes belges, le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique de Montréal et la représentation canadienne à Kigali, le Centre des Nations Unies pour les



droits de l'homme à Genève, la représentation suisse et différentes personnes ressources. A part le responsable du programme, à R.C.N., qui dispensera une partie du cours de déontologie, au 8 décembre, aucune réponse définitive n'a encore été reçue.

Quelques conférences, données par le C.I.C.R., un avocat rwandais, un représentant des organisations rwandaises de défense des droits de la personne, peut-être un inspecteur du tribunal international, etc. viendront compléter la formation.

#### Organisation pratique des cours

Les cours théoriques sont dispensés en assemblée plénière; les exercices pratiques, en plus petits groupes. Les cours sont donnés en français.

Les formateurs préparent chacun un syllabus qui sera reproduit en 150 exemplaires. Plusieurs textes de référence seront également mis à la disposition des stagiaires, chaque fois que possible en kinyarwanda et en français. Certains de ces textes (code pénal, procédure pénale, conventions relatives aux droits de la personne et principes constitutionnels...) seront reproduits en plusieurs centaines d'exemplaires, mis à la disposition des parquets, tribunaux, avocats rwandais ou étrangers etc. (cfr. volet fonds documentaire du programme). Du matériel pédagogique spécifique est mis à la disposition des professeurs qui le souhaitent. Ils peuvent également disposer des ressources documentaires réunies par R.C.N. dans le cadre du premier volet du programme (fonds documentaire).

#### Le budget

Si on accepte certains transferts de postes et, sous réserve du coût des machines à écrire d'occasion, évalué à 120.000,- BEF, les prévisions budgétaires figurant en annexe au document de présentation générale du 25 octobre peuvent être confirmées.

### Viabilité

La formation est conçue en terme de module reproductible et adaptable à d'autres formations. De plus, les syllabus, les manuels et, bien sûr, les textes législatifs, peuvent être réutilisés et facilement mis à jour.

Cette formation peut aussi servir de creuset pour d'autres formations plus spécialisées, destinées à un public plus restreint (soit en matières techniques, comme l'analyse d'écritures, la balistique,..., ou en matières juridiques, comme un cycle court sur le tribunal international). R.C.N. espère que les contacts développés avec les États et les organismes susceptibles de proposer des formateurs étrangers auront un effet incitatif et permettront d'avancer dans cette direction.

Le Rwanda se trouve également confronté à la difficulté de socialiser le droit, de favoriser l'intégration sociale des normes qu'il entend promouvoir, de la façon la plus harmonieuse possible avec la culture rwandaise. Ce lent travail ne peut être l'oeuvre d'étrangers. R.C.N. diffuse auprès d'associations rwandaises (réseau d'associations de défense des droits de l'homme, réseau d'associations de femmes, ...) les textes législatifs ou les manuels collectés ou rédigés dans le cadre de la formation et qui peuvent leur être utiles.

## L'avenir

La préparation de la formation est en bonne voie. A moins d'un obstacle majeur, elle pourra avoir lieu malgré les circonstances particulièrement difficiles que connaît le Rwanda. Ce résultat sera obtenu grâce à la bonne volonté, à l'enthousiasme et à l'étroite collaboration entre le Ministère de la Justice, les professeurs et R.C.N.

Cependant, R.C.N. n'aura pas atteint ses objectifs si la communauté internationale ne se mobilise pas davantage. En organisant cette formation, le Ministère de la Justice atteste de son engagement concret vers un État de droit soucieux de garantir la paix civile et les libertés démocratiques. En revanche, cette formation a bien peu d'utilité si elle demeure sans autres suites. ... Ou si le Ministère de la Justice ne reçoit pas les moyens d'engager ces 150 inspecteurs, le temps que l'État puisse se réorganiser financièrement.

Daniel de Beer  
Avocat  
Responsable du programme

## Le 20 décembre - dernière minute

Le gouvernement belge s'est engagé de manière nettement plus résolue dans une politique d'appui au Ministère de la Justice rwandais. Des fonds ont été débloqués. Par le biais de l'Ecole de criminologie et de criminalistique, qui forme les officiers de police judiciaire belges, des formateurs seront vraisemblablement envoyés à Kigali pour assurer les cours pratiques prévus dans le programme de formation.

RESEAU DE CITOYENS  
CITIZENS' NETWORK  
R.C.N.  
Association internationale

Kacyiru Nord 234  
B. P. 1219  
Kigali - RWANDA  
Tél. - fax: (250) 8.4664

Chaussée de Boondael 388  
1050 Bruxelles - BELGIQUE  
Tél.: (32).2.646 63 74  
Fax: (32).2.646 70 81

Reg 308  
20/12

PROGRAMME D'APPUI A LA RECONSTRUCTION D'UN  
SYSTEME JUDICIAIRE

VOLET II  
FORMATION DE 150 INSPECTEURS DE POLICE JUDICIAIRE

RAPPORT INTERMÉDIAIRE  
10 décembre 1994

Synthèse

Convaincue que, tant sur le plan humanitaire que politique, il s'impose d'appuyer l'effort de l'État rwandais pour instaurer un État de droit qui garantisse le respect et le libre exercice des droits de la personne, l'association Réseau de Citoyens a décidé de répondre à la demande du Ministère de la Justice rwandais d'assistance à la formation de 150 inspecteurs de police judiciaire \*.

Cette formation de trois mois, qui débute le 2 janvier, se présente sous de bons auspices.

Il s'agit d'une première réponse bien incomplète à une impérieuse nécessité. Cette formation prendra néanmoins tout son sens si elle s'inscrit dans une perspective plus large d'appui concret de la communauté internationale.

Bref rappel de la situation au 1er octobre 1994

La situation rwandaise est complexe et il faut se garder de l'apprécier à l'aune de nos seuls critères occidentaux. Les quelques brèves observations qui suivent méritent donc d'être nuancées.

\* Cfr. le document de présentation générale du programme, octobre 1994.

Le Rwanda a vécu des drames d'une telle ampleur qu'il est permis d'affirmer, en termes de tendances, que les références communes qui sont la base de toute vie en société ont perdu une grande partie de leur force de cohésion sociale. L'organisation sociale traditionnelle et la culture qui en était le fondement a disparu. Les principes universels, consacrés dans les instruments internationaux tels que la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, n'ont pas acquis de valeur référentielle communément partagée.

L'histoire enseigne qu'aucun processus de construction d'une société démocratique ne peut faire l'économie d'un état de droit et d'un système de justice pénale. De surcroît, aucun processus de réconciliation nationale n'a de chance d'aboutir au Rwanda s'il n'y a pas, au préalable ou, au moins de concert, des suites judiciaires au génocide et aux exactions qui ont suivi. Une justice indépendante est aussi une des conditions d'un retour paisible des réfugiés.

Si la dénonciation des violations des droits de l'homme s'impose toujours, encore faut-il se garder d'en tirer des conclusions politiques hâtives. Dans un contexte contrasté dont il faut tenir compte, le gouvernement rwandais manifeste sa volonté d'établir un État respectueux des droits de la personne. Il n'en a pas encore les moyens et, sans appui, il ne pourra les réunir à court ou à moyen terme.

Avant le mois d'avril, la justice fonctionnait mal. A présent, elle est complètement paralysée. Au mois d'octobre, aucune des institutions prévues par les accords d'Arusha (Cour Suprême, Conseil National de la Magistrature,...) n'étaient mises sur pied. Le Ministère de la Justice, les parquets, les tribunaux sont dans un état de délabrement hallucinant, sans aucun moyen matériel (pas de papier, pas de moyen de communication, pas d'infrastructures...). Le manque de personnel judiciaire, toutes catégories confondues, est aussi dramatique. Sur 785 magistrats au 31 mars 1994, il en reste 114; des 235 inspecteurs de police judiciaire en activité, il en subsiste ...

22.

La justice n'est donc pas rendue. Actuellement, les prisons regorgent de personnes suspectées de participation au génocide, mais l'impossibilité humaine et matérielle de suivre les dossiers ne permet quasiment pas de faire le partage avec les personnes incarcérées suite à des dénonciations faites, par exemple, pour s'approprier des biens ni, de manière générale, d'avancer dans les instructions.

Au mois d'octobre, les discussions sur le tribunal international évoqué par certains rapports établis en exécution de la Résolution du Conseil de Sécurité N°935 du 1er juillet 1994, allaient bon train.

Le Ministre de la Justice, Monsieur NKUBITO, recevait délégations sur délégations; il accueillait les promesses d'aide avec un optimisme que démentait pourtant la politique attentiste de la communauté internationale. Le Ministre de la Justice n'avait pas les moyens de sa politique.

Dans le pays, l'armée, seule force plus ou moins organisée, est le seul rempart contre le chaos. Peu ou prou payée, grossie de recrues qui n'ont pas l'expérience de la discipline que l'on reconnaissait au F.P.R., elle est souvent à l'origine de trop nombreuses exactions pour ne pas être inquiet.

C'est dans ce contexte et en raison de l'urgence, que R.C.N. a pris la décision politique de répondre à la demande du Ministère de la Justice et d'apporter

une assistance technique à la formation de 150 inspecteurs de police judiciaire. Tout en clamant haut que R.C.N. devrait être remplacée le plus vite possible ou, à tout le moins, placée dans une autre situation de partenariat, par la reprise de la coopération bilatérale ou internationale.

Le Ministère de la Justice a demandé une formation d'inspecteurs de police judiciaire car ils sont en première ligne en matière de réception et de suivi des plaintes, d'arrestations, d'enquêtes,... Ils sont les interlocuteurs privilégiés des justiciables suspectés d'infractions ou qui en sont les victimes. Il ne peut y avoir de justice pénale sans leur concours.

### Évolution de la situation depuis octobre

Les institutions, communales ou préfectorales par exemple, sont lentement réorganisées, même si elles demeurent sans moyens. Le Parlement a commencé à se réunir et il va pouvoir poursuivre l'important travail, préparé par le Ministère de la Justice, de mise en concordance des textes constitutionnels et législatifs avec les accords d'Arusha. On peut espérer que la Cour Suprême et le Conseil Supérieur de la Magistrature soient bientôt mis sur pied, que des lois soient votées, comme celle qui institue un Barreau indépendant ou celle qui résout le grave problème des femmes en matière d'accès à la propriété.

Il est intéressant de constater que, en concordance avec la volonté affichée du gouvernement, le Ministre de la Justice et son équipe tiennent beaucoup à ce que la (re)mise sur pied des institutions judiciaires s'accompagne d'un travail organisationnel et légistique de mise en concordance effective avec les principes fondant un réel État de droit.

Le 8 novembre, le Conseil de sécurité des Nations Unies a voté la résolution 955 portant la création du tribunal international. Au grand dam des Rwandais, fort peu heureux notamment de ses limites de compétence géographique et temporelle, ainsi que des peines applicables. Néanmoins, le gouvernement rwandais a décidé de coopérer avec le tribunal international.

La situation en matière de respect des droits de la personne reste très préoccupante. Ni le Premier Ministre, ni celui de la Défense ne s'en cachent.

Dans le domaine de la justice, les missions d'évaluations des besoins se sont succédées; elles confirment toutes l'absolue nécessité d'apporter un soutien au système judiciaire sans lequel il est vain de parler de respect des droits de la personne\*.

En revanche, au 8 décembre, hormis la petite aide matérielle que R.C.N. a pu apporter au Ministère de la Justice et au Parquet de Kigali (deux photocopieuses, une dizaine de machines à écrire, quelques tonnes de papier, du petit matériel de bureau et, bientôt, un ordinateur), ainsi que l'ordinateur livré par Reporters Sans Frontières à la prison de Kigali, aucun engagement, ni promesse, n'a encore été concrétisé.

---

\* Cfr., par exemple, le rapport de la mission d'évaluation UNPD/UNHCR/UNHCHR/USAID/Coopération Suisse/ACCT/ICJ/IPA/Lisbon Forum/ICHRDD.

Un optimisme tempéré peut néanmoins être de mise. Par exemple, l'Union Européenne a dégagé certains moyens financiers dont une partie sera destinée au Ministère de la Justice. Le Canada a décidé de reprendre une coopération bilatérale qu'elle envisage d'orienter en partie vers ce ministère. Le gouvernement belge semble mieux disposé, ...

La justice n'est toujours pas en état de fonctionner. A titre d'exemples, le 1er novembre, 4700 personnes étaient détenues à la prison centrale de Kigali. A la fin du mois, il y en avait 5442 dont 1323 seulement faisaient l'objet d'un dossier d'un dossier répressif.

Les institutions judiciaires n'ont toujours pas les moyens humains et matériels de fonctionner et de prendre, dans le pays, la place qui est la leur. L'armée reste donc prédominante. Or, elle ne peut, ni par nature, ni par sa composition et son histoire, offrir les garanties d'un respect effectif des droits de la personne partout dans le pays. Au sommet, les rapports entre la justice et l'armée semblent bons; il y a consensus sur les objectifs. Dans les villes et les collines, ces rapports peuvent, selon les lieux et les circonstances, être nettement plus tendus. Une grande inquiétude reste de mise. Il y a urgence à donner au Ministère de la Justice les moyens de sa politique.

### La formation de 150 inspecteurs de police judiciaire

En octobre, Monsieur NKUBITO, Ministre de la Justice, a donc demandé à R.C.N. une assistance technique et matérielle pour organiser la formation de 150 inspecteurs de police judiciaire.

#### Principes généraux

Il a toujours semblé évident au Ministre de la Justice et à R.C.N. que la formation doit laisser une large place à l'enseignement des droits de la personne, concrétisés dans les principes constitutionnels, la déontologie, la procédure, les techniques utilisées pour les enquêtes etc. En plus des textes légaux et parmi les références spécifiques, on peut citer:

- les *Protocoles d'accord* signés à Arusha les 18 août et 30 octobre 1992, et le 3 août 1993, relatifs à l'État de droit, à la sauvegarde des droits de l'homme et à la justice,
- le document *"La place de la justice et le rôle du magistrat dans l'édification d'un État démocratique"* (novembre 1992),
- la *"Déclaration universelle sur l'indépendance de la justice"*.

#### Organisation générale

Des appels aux candidats ont été lancés, notamment par la voie radiophonique. Au 8 décembre, 134 candidats se sont inscrits. Conformément aux orientations prises, ils ont au moins terminés les humanités et ils proviennent de toutes les régions du pays, sans distinction de classes sociales. Pour la première fois au Rwanda, la formation est ouverte aux femmes qui sont au nombre d'une douzaine. Parmi les stagiaires, figurent 20 candidats officiers de police judiciaire, c'est-à-dire destinés à être attachés à l'auditorat militaire (juridiction compétente pour les faits imputés à des militaires).

La formation débute le 2 janvier prochain et se termine le 31 mars. Elle se tient en résidentiel. Les cours et exercices sont donnés cinq jours et demi par semaine. Un test de connaissance est organisé au début du stage. La formation est sanctionnée par des examens et la remise d'un certificat.

Trouver des bâtiments pouvant accueillir la formation n'a pas manqué de difficultés, compte tenu de l'état délabré et vandalisé des infrastructures. Le Ministère de la Justice espérait disposer du centre de Murambi, malheureusement en trop mauvais état. En définitive, le Centre national de Pastorale Saint Paul, à Kigali, a accepté d'héberger les stagiaires, de se charger de l'organisation des repas et de mettre à disposition les locaux nécessaires aux cours. Le beau domaine de la Pastorale est chargé d'histoire: deux mille personnes ont pu échapper au massacre en y trouvant refuge.

#### Les cours et les formateurs

D'évidence, il fallait privilégier les ressources rwandaises. La qualité des formateurs est le gage de l'intérêt du Ministère de la Justice pour cette formation:

- Terminologie juridique: Vénant NZAMUKNEREKA, Conseiller à la Cour de Cassation,
- Principes constitutionnels: Béatrice UMUBYEYI,
- Organisation et compétence judiciaire: Ephrem GASASIRA, Président de la Cour d'Appel de Nyabisindu,
- Droit de la famille: Védaste MUSONERA, directeur au Ministère de la Justice,
- Droit pénal spécial: Alphonse NKUBITO, Ministre de la Justice,
- Droit pénal général: Louis M. MUGENZI, Premier Avocat général près la Cour de Cassation,
- Procédure pénale: François Xavier NSANZUWERA, Procureur de la République à Kigali,
- Techniques d'enquête: Denys NTAKIRUTIMANA, directeur général de la police, f.f.,
- Code de la Route: Gérard NTASHAMAJE, capitaine au Ministère de la Défense,
- Régime pénitenciaire: Cassien NZABONIMANA, directeur au Ministère de la Justice.

Monsieur Ephrem GASASIRA, qui a déjà une solide expérience en matière de formation, a accepté d'être le conseiller pédagogique du stage.

Le Ministère de la Justice a demandé à R.C.N. de trouver des formateurs étrangers dans les matières suivantes:

- criminologie,
- police scientifique,
- police technique,
- criminalistique,
- déontologie.

A ce propos, des contacts ont été pris notamment avec le Ministère de la Justice et différents organismes belges, le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique de Montréal et la représentation canadienne à Kigali, le Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme à Genève, la représentation suisse et différentes personnes ressources. A part le responsable du programme, à R.C.N., qui dispensera une partie des cours de déontologie, au 8 décembre, aucune réponse définitive n'a encore été reçue.



Quelques conférences, données par le C.I.C.R., un avocat rwandais, un représentant des organisations rwandaises de défense des droits de la personne, peut-être un inspecteur du tribunal international, etc. viendront compléter la formation.

#### Organisation pratique des cours

Les cours théoriques sont dispensés en assemblée plénière; les exercices pratiques, en plus petits groupes. Les cours sont donnés en français.

Les formateurs préparent chacun un syllabus qui sera reproduit en 150 exemplaires. Plusieurs textes de référence seront également mis à la disposition des stagiaires, chaque fois que possible en kinyarwanda et en français.

Du matériel pédagogique spécifique est mis à la disposition des professeurs qui le souhaitent. Ils peuvent également disposer des ressources documentaires réunies par R.C.N. dans le cadre du premier volet du programme.

#### Le budget

Si on accepte certains transferts de postes, les prévisions budgétaires figurant en annexe au document de présentation générale du 25 octobre peuvent être confirmées.

#### L'avenir

La préparation de la formation est en bonne voie. A moins d'un obstacle majeur, elle pourra avoir lieu malgré les circonstances particulièrement difficiles que connaît le Rwanda. Ce résultat sera obtenu grâce à la bonne volonté, à l'enthousiasme et à l'étroite collaboration entre le Ministère de la Justice, les professeurs et R.C.N. Il faut espérer des réponses positives en matière de formateurs étrangers.

Cependant, R.C.N. n'aura pas atteint ses objectifs si la communauté internationale ne se mobilise pas davantage. En organisant cette formation, le Ministère de la Justice atteste de son engagement concret vers un État de droit soucieux de garantir la paix civile et les libertés démocratiques. En revanche, cette formation a bien peu d'utilité si elle demeure sans autres suites. ... Ou si le Ministère de la Justice ne reçoit pas les moyens d'engager ces 150 inspecteurs, le temps que l'État puisse se réorganiser financièrement.

Daniel de Beer  
Avocat  
Responsable du programme



## FORMATION DE CENT CINQUANTE INSPECTEURS DE POLICE JUDICIAIRE A METTRE A DISPOSITION DES PARQUETS

### FORMATEURS ETRANGERS

A un moment où le Ministère de la Justice et l'appareil judiciaire sont confrontés à des tâches de grandes ampleurs, ils se trouvent dans un état grave tant du point de vue infrastructures que de celui des ressources humaines. Il manque dramatiquement d'inspecteurs de police judiciaire et le Ministère de la Justice a demandé à l'association Réseau de Citoyens - Citizens'Network une assistance technique pour organiser la formation de cent cinquante inspecteurs de police judiciaire.

Cette formation se tiendra à la Pastorale Saint Paul, à Kigali, en résidentiel pendant la semaine, durant trois mois, à partir du 2 janvier prochain. La langue de la formation est le français.

Les cours théoriques sont dispensés en assemblée générale. Les cours pratiques réunissent des groupes plus restreints.

Des syllabi ou manuels seront mis à la disposition des stagiaires. Les formateurs sont chargés d'en apporter un exemplaire qui sera reproduit par R.C.N. Le matériel pédagogique spécifique doit être apporté par les formateurs.

Les stagiaires seront pourvus d'une formation générale (degré humanités) mais ils n'auront pas de formation juridique préalable.

La plupart des cours seront dispensés par des formateurs rwandais. La qualité de ceux-ci est un gage de l'importance attachée à cette formation. A titre d'exemples:

- droit pénal spécial: Monsieur A. NKUBITO, Ministre de la Justice,
- procédure pénale: F.X. NSNZUWERA, Procureur de la République,
- terminologie juridique: V. NZAMUKNEREKA, Conseiller à la Cour de Cassation.

Des formateurs étrangers sont souhaités pour les matières suivantes:

- criminologie,
- police scientifique,
- police technique,
- criminalistique,
- déontologie (en collaboration avec le responsable R.C.N. du programme).

Chacun de ces cours comportera 25 heures de théorie, données à l'ensemble du groupe des stagiaires ou, selon la disponibilité des formateurs, par groupe de moitié. Il s'ajoute à chacun de ces cours 10 heures de cours pratiques qui doivent être dispensés à des groupes réunissant de préférence le tiers des stagiaires ou, si ce n'est pas possible, la moitié.

Les formateurs doivent avoir une bonne expérience et disposer d'un solide sens de la pédagogie. Un bon sens pratique est également indispensable: l'enseignement doit être adapté à des futurs inspecteurs de police judiciaire appelés à travailler dans un état de dénuement matériel considérable.

Daniel de Beer  
Responsable.

RÉSEAU DE CITOYENS  
CITIZENS' NETWORK  
R.C.N.  
Association internationale

Kacyiru Nord 234  
B. P. 1219  
Kigali - RWANDA  
Tél. - fax: (250) 8.4664

Chaussée de Boondael 388  
1050 Bruxelles - BELGIQUE  
Tél.: (32).2.646 63 74  
Fax: (32).2.646 70 81

PROGRAMME D'APPUI A LA RECONSTRUCTION D'UN  
SYSTEME JUDICIAIRE

VOLET II  
FORMATION DE 150 INSPECTEURS DE POLICE JUDICIAIRE

RAPPORT INTERMÉDIAIRE  
10 décembre 1994

Synthèse

Convaincue que, tant sur le plan humanitaire que politique, il s'impose d'appuyer l'effort de l'État rwandais pour instaurer un État de droit qui garantisse le respect et le libre exercice des droits de la personne, l'association Réseau de Citoyens a décidé de répondre à la demande du Ministère de la Justice rwandais d'assistance à la formation de 150 inspecteurs de police judiciaire \*.

Cette formation de trois mois, qui débute le 2 janvier, se présente sous de bons auspices.

Il s'agit d'une première réponse bien incomplète à une impérieuse nécessité. Cette formation prendra néanmoins tout son sens si elle s'inscrit dans une perspective plus large d'appui concret de la communauté internationale.

Bref rappel de la situation au 1er octobre 1994

La situation rwandaise est complexe et il faut se garder de l'apprécier à l'aune de nos seuls critères occidentaux. Les quelques brèves observations qui suivent méritent donc d'être nuancées.

\* Cfr. le document de présentation générale du programme, octobre 1994.

Le Rwanda a vécu des drames d'une telle ampleur qu'il est permis d'affirmer, en termes de tendances, que les références communes qui sont la base de toute vie en société ont perdu une grande partie de leur force de cohésion sociale. L'organisation sociale traditionnelle et la culture qui en était le fondement a disparu. Les principes universels, consacrés dans les instruments internationaux tels que la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, n'ont pas acquis de valeur référentielle communément partagée.

L'histoire enseigne qu'aucun processus de construction d'une société démocratique ne peut faire l'économie d'un état de droit et d'un système de justice pénale. De surcroît, aucun processus de réconciliation nationale n'a de chance d'aboutir au Rwanda s'il n'y a pas, au préalable ou, au moins de concert, des suites judiciaires au génocide et aux exactions qui ont suivi. Une justice indépendante est aussi une des conditions d'un retour paisible des réfugiés.

Si la dénonciation des violations des droits de l'homme s'impose toujours, encore faut-il se garder d'en tirer des conclusions politiques hâtives. Dans un contexte contrasté dont il faut tenir compte, le gouvernement rwandais manifeste sa volonté d'établir un État respectueux des droits de la personne. Il n'en a pas encore les moyens et, sans appui, il ne pourra les réunir à court ou à moyen terme.

Avant le mois d'avril, la justice fonctionnait mal. A présent, elle est complètement paralysée. Au mois d'octobre, aucune des institutions prévues par les accords d'Arusha (Cour Suprême, Conseil National de la Magistrature,...) n'étaient mises sur pied. Le Ministère de la Justice, les parquets, les tribunaux sont dans un état de délabrement hallucinant, sans aucun moyen matériel (pas de papier, pas de moyen de communication, pas d'infrastructures...). Le manque de personnel judiciaire, toutes catégories confondues, est aussi dramatique. Sur 785 magistrats au 31 mars 1994, il en reste 114; des 235 inspecteurs de police judiciaire en activité, il en subsiste ... 22.

La justice n'est donc pas rendue. Actuellement, les prisons regorgent de personnes suspectées de participation au génocide, mais l'impossibilité humaine et matérielle de suivre les dossiers ne permet quasiment pas de faire le partage avec les personnes incarcérées suite à des dénonciations faites, par exemple, pour s'approprier des biens ni, de manière générale, d'avancer dans les instructions.

Au mois d'octobre, les discussions sur le tribunal international évoqué par certains rapports établis en exécution de la Résolution du Conseil de Sécurité N°935 du 1er juillet 1994, allaient bon train.

Le Ministre de la Justice, Monsieur NKUBITO, recevait délégations sur délégations; il accueillait les promesses d'aide avec un optimisme que démentait pourtant la politique attentiste de la communauté internationale. Le Ministre de la Justice n'avait pas les moyens de sa politique.

Dans le pays, l'armée, seule force plus ou moins organisée, est le seul rempart contre le chaos. Peu ou prou payée, grossie de recrues qui n'ont pas l'expérience de la discipline que l'on reconnaissait au F.P.R., elle est souvent à l'origine de trop nombreuses exactions pour ne pas être inquiet.

C'est dans ce contexte et en raison de l'urgence, que R.C.N. a pris la décision politique de répondre à la demande du Ministère de la Justice et d'apporter une assistance technique à la formation de 150 inspecteurs de police judiciaire. Tout en clamant haut que R.C.N. devrait être remplacée le plus vite possible ou, à tout le moins, placée dans une autre situation de partenariat, par la reprise de la coopération bilatérale ou internationale.

Le Ministère de la Justice a demandé une formation d'inspecteurs de police judiciaire car ils sont en première ligne en matière de réception et de suivi des plaintes, d'arrestations, d'enquêtes,... Ils sont les interlocuteurs privilégiés des justiciables suspectés d'infractions ou qui en sont les victimes. Il ne peut y avoir de justice pénale sans leur concours.

### Évolution de la situation depuis octobre

Les institutions, communales ou préfectorales par exemple, sont lentement réorganisées, même si elles demeurent sans moyens. Le Parlement a commencé à se réunir et il va pouvoir poursuivre l'important travail, préparé par le Ministère de la Justice, de mise en concordance des textes constitutionnels et législatifs avec les accords d'Arusha. On peut espérer que la Cour Suprême et le Conseil Supérieur de la Magistrature soient bientôt mis sur pied, que des lois soient votées, comme celle qui institue un Barreau indépendant ou celle qui résout le grave problème des femmes en matière d'accès à la propriété.

Il est intéressant de constater que, en concordance avec la volonté affichée du gouvernement, le Ministre de la Justice et son équipe tiennent beaucoup à ce que la (re)mise sur pied des institutions judiciaires s'accompagne d'un travail organisationnel et légistique de mise en concordance effective avec les principes fondant un réel État de droit.

Le 8 novembre, le Conseil de sécurité des Nations Unies a voté la résolution 955 portant la création du tribunal international. Au grand dam des Rwandais, fort peu heureux notamment de ses limites de compétence géographique et temporelle, ainsi que des peines applicables. Néanmoins, le gouvernement rwandais a décidé de coopérer avec le tribunal international.

La situation en matière de respect des droits de la personne reste très préoccupante. Ni le Premier Ministre, ni celui de la Défense ne s'en cachent.

Dans le domaine de la justice, les missions d'évaluations des besoins se sont succédées; elles confirment toutes l'absolue nécessité d'apporter un soutien au système judiciaire sans lequel il est vain de parler de respect des droits de la personne\*.

En revanche, au 8 décembre, hormis la petite aide matérielle que R.C.N. a pu apporter au Ministère de la Justice et au Parquet de Kigali (deux photocopieuses, une dizaine de machines à écrire, quelques tonnes de papier, du petit matériel de bureau et, bientôt, un ordinateur), ainsi que l'ordinateur livré par Reporters Sans Frontières à la prison de Kigali, aucun engagement, ni promesse, n'a encore été concrétisé.

---

\* Cfr., par exemple, le rapport de la mission d'évaluation UNPD/UNHCR/UNHCHR/USAID/Coopération Suisse/ACCT/ICJ/IPA/Lisbon Forum/ICHRDD.

Un optimisme tempéré peut néanmoins être de mise. Par exemple, l'Union Européenne a dégagé certains moyens financiers dont une partie sera destinée au Ministère de la Justice. Le Canada a décidé de reprendre une coopération bilatérale qu'elle envisage d'orienter en partie vers ce ministère. Le gouvernement belge semble mieux disposé, ...

La justice n'est toujours pas en état de fonctionner. A titre d'exemples, le 1er novembre, 4700 personnes étaient détenues à la prison centrale de Kigali. A la fin du mois, il y en avait 5442 dont 1323 seulement faisaient l'objet d'un dossier répressif.

Les institutions judiciaires n'ont toujours pas les moyens humains et matériels de fonctionner et de prendre, dans le pays, la place qui est la leur. L'armée reste donc prédominante. Or, elle ne peut, ni par nature, ni par sa composition et son histoire, offrir les garanties d'un respect effectif des droits de la personne partout dans le pays. Au sommet, les rapports entre la justice et l'armée semblent bons; il y a consensus sur les objectifs. Dans les villes et les collines, ces rapports peuvent, selon les lieux et les circonstances, être nettement plus tendus. L'inquiétude reste de mise. Il est urgent de donner au Ministère de la Justice les moyens de sa politique.

### La formation de 150 inspecteurs de police judiciaire

En octobre, Monsieur NKUBITO, Ministre de la Justice, a donc demandé à R.C.N. une assistance technique et matérielle pour organiser la formation de 150 inspecteurs de police judiciaire.

#### Principes généraux

Il a toujours semblé évident au Ministre de la Justice et à R.C.N. que la formation doit laisser une large place à l'enseignement des droits de la personne, concrétisés dans les principes constitutionnels, la déontologie, la procédure, les techniques utilisées pour les enquêtes etc. En plus des textes légaux et parmi les références spécifiques, on peut citer:

- les *Protocoles d'accord* signés à Arusha les 18 août et 30 octobre 1992, et le 3 août 1993, relatifs à l'État de droit, à la sauvegarde des droits de l'homme et à la justice,
- le document *"La place de la justice et le rôle du magistrat dans l'édification d'un État démocratique"* (novembre 1992),
- la *"Déclaration universelle sur l'indépendance de la justice"*.

#### Organisation générale

Des appels aux candidats ont été lancés, notamment par la voie radiophonique. Au 8 décembre, 134 candidats se sont inscrits. Conformément aux orientations prises, ils ont au moins terminés les humanités et ils proviennent de toutes les régions du pays, sans distinction de classes sociales. Pour la première fois au Rwanda, la formation est ouverte aux femmes qui sont au nombre d'une douzaine. Parmi les stagiaires, figurent 20 candidats officiers de police judiciaire, c'est-à-dire destinés à être attachés à l'auditorat militaire (juridiction compétente pour les faits imputés à des militaires).

La formation débute le 2 janvier prochain et se termine le 31 mars. Elle se tient en résidentiel. Les cours et exercices sont donnés cinq jours et demi par semaine. Un test de connaissance est organisé au début du stage. La formation est sanctionnée par des examens et la remise d'un certificat.

Trouver des bâtiments pouvant accueillir la formation n'a pas manqué de difficultés, compte tenu de l'état délabré et vandalisé des infrastructures. Le Ministère de la Justice espérait disposer du centre de Murambi, malheureusement en trop mauvais état. En définitive, le Centre national de Pastorale Saint Paul, à Kigali, a accepté d'héberger les stagiaires, de se charger de l'organisation des repas et de mettre à disposition les locaux nécessaires aux cours. Le beau domaine de la Pastorale est chargé d'histoire: deux mille personnes ont pu échapper au massacre en y trouvant refuge.

#### Les cours et les formateurs

D'évidence, il fallait privilégier les ressources rwandaises. La qualité des formateurs est le gage de l'intérêt du Ministère de la Justice pour cette formation:

- Terminologie juridique: Vénant NZAMUKNEREKA, Conseiller à la Cour de Cassation,
- Principes constitutionnels: Béatrice UMUBYEYI, juriste constitutionnaliste,
- Organisation et compétence judiciaire: Ephrem GASASIRA, Président de la Cour d'Appel de Nyabisindu,
- Droit de la famille: Védaste MUSONERA, directeur au Ministère de la Justice,
- Droit pénal spécial: Alphonse NKUBITO, Ministre de la Justice,
- Droit pénal général: Louis M. MUGENZI, Premier Avocat général près la Cour de Cassation,
- Procédure pénale: François Xavier NSANZUWERA, Procureur de la République à Kigali,
- Techniques d'enquête: Denys NTAKIRUTIMANA, directeur général de la police, f.f.,
- Code de la Route: Gérard NTASHAMAJE, capitaine au Ministère de la Défense,
- Régime pénitenciaire: Cassien NZABONIMANA, directeur au Ministère de la Justice.

Un cours de dactylographie doit aussi être organisé, sous l'égide de madame Grâce UWERA, secrétaire au Ministère de la Justice. Une trentaine de machines à écrire d'occasion seront fournies par R.C.N. et laissées ensuite au Ministère de la Justice.

Monsieur Ephrem GASASIRA, qui a déjà une solide expérience en matière de formation, a accepté d'être le conseiller pédagogique du stage.

Le Ministère de la Justice a demandé à R.C.N. de trouver des formateurs étrangers dans les matières suivantes:

- criminologie,
- police scientifique,
- police technique,
- criminalistique,
- déontologie.

A ce propos, des contacts ont été pris notamment avec le Ministère de la Justice et différents organismes belges, le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique de Montréal et la représentation canadienne à Kigali, le Centre des Nations Unies pour les

droits de l'homme à Genève, la représentation suisse et différentes personnes ressources. A part le responsable du programme, à R.C.N., qui dispensera une partie du cours de déontologie, au 8 décembre, aucune réponse définitive n'a encore été reçue.

Quelques conférences, données par le C.I.C.R., un avocat rwandais, un représentant des organisations rwandaises de défense des droits de la personne, peut-être un inspecteur du tribunal international, etc. viendront compléter la formation.

#### Organisation pratique des cours

Les cours théoriques sont dispensés en assemblée plénière; les exercices pratiques, en plus petits groupes. Les cours sont donnés en français.

Les formateurs préparent chacun un syllabus qui sera reproduit en 150 exemplaires. Plusieurs textes de référence seront également mis à la disposition des stagiaires, chaque fois que possible en kinyarwanda et en français. Certains de ces textes (code pénal, procédure pénale, conventions relatives aux droits de la personne et principes constitutionnels...) seront reproduits en plusieurs centaines d'exemplaires, mis à la disposition des parquets, tribunaux, avocats rwandais ou étrangers etc. (cfr. volet fonds documentaire du programme). Du matériel pédagogique spécifique est mis à la disposition des professeurs qui le souhaitent. Ils peuvent également disposer des ressources documentaires réunies par R.C.N. dans le cadre du premier volet du programme (fonds documentaire).

#### Le budget

Si on accepte certains transferts de postes et, sous réserve du coût des machines à écrire d'occasion, évalué à 120.000,- BEF, les prévisions budgétaires figurant en annexe au document de présentation générale du 25 octobre peuvent être confirmées.

### Viabilité

La formation est conçue en terme de module reproductible et adaptable à d'autres formations. De plus, les syllabus, les manuels et, bien sûr, les textes législatifs, peuvent être réutilisés et facilement mis à jour.

Cette formation peut aussi servir de creuset pour d'autres formations plus spécialisées, destinées à un public plus restreint (soit en matières techniques, comme l'analyse d'écritures, la balistique,..., ou en matières juridiques, comme un cycle court sur le tribunal international). R.C.N. espère que les contacts développés avec les États et les organismes susceptibles de proposer des formateurs étrangers auront un effet incitatif et permettront d'avancer dans cette direction.

Le Rwanda se trouve également confronté à la difficulté de socialiser le droit, de favoriser l'intégration sociale des normes qu'il entend promouvoir, de la façon la plus harmonieuse possible avec la culture rwandaise. Ce lent travail ne peut être l'oeuvre d'étrangers. R.C.N. diffuse auprès d'associations rwandaises (réseau d'associations de défense des droits de l'homme, réseau d'associations de femmes, ...) les textes législatifs ou les manuels collectés ou rédigés dans le cadre de la formation et qui peuvent leur être utiles.



## L'avenir

La préparation de la formation est en bonne voie. A moins d'un obstacle majeur, elle pourra avoir lieu malgré les circonstances particulièrement difficiles que connaît le Rwanda. Ce résultat sera obtenu grâce à la bonne volonté, à l'enthousiasme et à l'étroite collaboration entre le Ministère de la Justice, les professeurs et R.C.N. Il faut espérer des réponses positives en matière de formateurs étrangers.

Cependant, R.C.N. n'aura pas atteint ses objectifs si la communauté internationale ne se mobilise pas davantage. En organisant cette formation, le Ministère de la Justice atteste de son engagement concret vers un État de droit soucieux de garantir la paix civile et les libertés démocratiques. En revanche, cette formation a bien peu d'utilité si elle demeure sans autres suites. ... Ou si le Ministère de la Justice ne reçoit pas les moyens d'engager ces 150 inspecteurs, le temps que l'État puisse se réorganiser financièrement.

Daniel de Beer  
Avocat  
Responsable du programme



RÉSEAU DE CITOYENS  
CITIZENS' NETWORK  
R.C.N.  
Association internationale

Kacyiru Nord 234  
B. P. 1219  
Kigali - RWANDA  
Tél. - fax: (250) 8.4664

Chaussée de Boondael 388  
1050 Bruxelles - BELGIQUE  
Tél.: (32).2.646 63 74  
Fax: (32).2.646 70 81

PROGRAMME D'APPUI A LA RECONSTRUCTION D'UN  
SYSTEME JUDICIAIRE

VOLET I  
CONSTITUTION D'UN PREMIER FONDS DOCUMENTAIRE  
OPERATIONNEL

RAPPORT INTERMÉDIAIRE  
15 décembre 1994

Synthèse

En étroite articulation avec les autres volets du programme, R.C.N. a constitué un premier outil documentaire en matière juridique, actuellement utilisé tant par l'administration et la société civile organisée que par R.C.N.

Au terme du programme, ce fonds documentaire sera transféré à une bibliothèque de droit, à condition qu'elle soit accessible au public. Les compilations de textes, l'information recueillie dans certains domaines, les manuels édités auront été diffusés et resteront des outils rendus un peu plus accessibles au Rwanda.

Bref rappel de la situation au 1er octobre 1994

Les bibliothèques publiques et privées n'ont pas été épargnées par les pillages et les destructions des mois d'avril à juillet derniers. Il était impossible de trouver au Rwanda un endroit où les codes, les textes de loi et des conventions internationales, les ouvrages de droit coutumier, la doctrine de base et la documentation juridique étaient rassemblés et accessibles. Les ministères, les parquets, les tribunaux, les avocats, les associations n'avaient plus d'outils, ou si peu, dépareillés, incomplets.

Aucun programme ne pouvait être envisagé en matière judiciaire sans réunir un minimum de documentation juridique\*.

\* Voir la présentation générale du programme, octobre 1994.

A court terme, il importait de:

- reconstituer un fonds documentaire de base, accessible aux institutions, ministères, associations, avocats, magistrats, professeurs ...,
- rendre possible la reproduction de textes par photocopies,
- constituer des documents de référence ou des dossiers sur des sujets importants tels que le statut de la femme, le régime foncier, ...,
- mettre en place une infrastructure permettant la reproduction des documents de référence, syllabus et autres manuels pour la formation qui fait l'objet du volet II du programme.

### Constitution et gestion du fonds documentaire

Par achats en Europe et au "marché des voleurs"\* à Kigali, un fonds documentaire de base de 260 ouvrages a été constitué. Il s'enrichit régulièrement. Cette documentation est répertoriée sur fichier. On y trouve plus particulièrement les législations rwandaises et belges, des ouvrages de doctrines récents, des documents de droit rwandais, une bibliographie complète jusqu'en 1990 réalisée par le professeur Reyntjens, ...\*\*

Une photocopieuse et des tables de consultations facilitent l'emploi de ce fonds, déjà largement utilisé par le Ministère de la Justice, des avocats, des représentants d'associations, des magistrats, des formateurs ...

Le fonds documentaire et l'infrastructure sont aussi largement exploités dans le cadre de la formation d'inspecteurs de police judiciaire (volet II du programme).

### Inventaire sommaire des ressources documentaires au Rwanda, en matière juridique

R.C.N. a procédé à un inventaire sommaire des ressources documentaires\*\*\*.

### Les codes rwandais

Les codes rwandais sont réunis en trois volumes, plus un qui est la mise à jour au 1er janvier 1983. Ces volumes sont épuisés chez les éditeurs rwandais (Université Nationale) et belge (Bruylant). En avril, le premier volume venait de faire l'objet d'une nouvelle mise à jour dont le premier tirage est détruit. L'imprimerie Printeset, à Kigali, en a les films qu'elle espère être complets. Les disquettes se trouvent à l'Universitair Instelling Antwerpen, maître d'oeuvre du travail de mises en codes des lois rwandaises, avec l'appui financier de la coopération belge (A.G.C.D.).

Il n'y a quasiment plus de codes au Rwanda. Il est difficile d'envisager une reprise normale des activités judiciaires sans réédition...

\* Est-il utile de préciser que ces ouvrages sont destinés à être rendus à leurs propriétaires.

\*\* Inventaire en annexe 1.

\*\*\* Annexe 2.

### Les manuels de droits rwandais

Jusqu'en avril, il existait un projet "Documentation juridique pour le Rwanda" selon lequel vingt et un "Manuels de droits rwandais" devaient être publiés et mis à la disposition notamment de tous les magistrats du pays. Cette série de manuels devait constituer la documentation juridique de base des magistrats. Ce projet, approuvé par le Conseil Interuniversitaire Flamand (VLIR) était le fruit d'une coopération entre la faculté de droit de l'Université Nationale du Rwanda et le département de droit de l'Université d'Anvers. Il était subventionné par la coopération belge (A.G.C.D.).

Les huit premiers manuels ont été imprimés et partiellement diffusés, mais il en reste très peu de traces. Les films se trouvent à l'imprimerie Printeset, à Kigali. Une partie des auteurs des autres manuels sont morts.

Il ne semble pas que ce projet soit poursuivi, du moins à l'heure actuelle, malgré son indéniable utilité.

#### La formation de cent cinquante inspecteurs de police judiciaire: les syllabus

Le volet II du programme de R.C.N. en matière judiciaire consiste en un appui au Ministère de la Justice rwandais à la formation de cent cinquante inspecteurs de police judiciaire. Les dix professeurs rwandais rédigeront chacun un manuel qui sera reproduit en deux cents cinquante exemplaires. Certains d'entre eux, qui ont un intérêt plus général, le seront en cinq cents exemplaires.

#### La formation de cent cinquante inspecteurs de police judiciaire: les textes de référence

Les stagiaires devront disposer de certains textes de lois (droit pénal général et spécial, procédure pénale,...). Un dossier avec les textes fondamentaux (Accords d'Arusha, principes constitutionnels, Déclaration universelle des Droits de l'Homme, ...) complétera ces textes de référence. Ceux-ci seront présentés en kinyarwanda et en français. Compte tenu de leur utilité pour tous les intervenants dans le système judiciaire et pour certains acteurs de la société civile, ces textes seront également copiés en cinq cents exemplaires.

#### La situation et le statut de la femme au Rwanda. Constitution d'un dossier de base

Un des problèmes majeurs que vit le Rwanda est partagé par "la moitié du ciel". Les femmes ont un statut juridique désastreux. Un nombre impressionnant d'entre elles sont dans une situation humanitaire et sociale inacceptable. Des associations de femmes se mobilisent dans les collines et dans les villes. Elles veulent profiter de l'espace ouvert par le caractère démocratique du discours du pouvoir en place et promouvoir un changement législatif. Elles veulent apporter de l'aide concrète aux femmes dont la survie est en péril. Elles veulent le faire par la création et le renforcement d'une dynamique associative. R.C.N. ne pouvait pas ne pas répondre à leur demande d'appui, en dégageant des moyens humains et logistiques permettant la mise en oeuvre du processus. Un appui de départ. Au terme de cette première phase, un dossier de base sera constitué et diffusé\*.

\* Voir annexe 3.

Les droits de la personne et les libertés publiques.  
Constitution d'un dossier de base

Les accords d'Arusha, les principes constitutionnels, la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, ... autant de textes que l'État rwandais veut rendre fondateurs de la société rwandaise. Ils méritent d'être enliassés et reproduits. Deux cent exemplaires auront le titre de syllabus distribués aux stagiaires suivant la formation d'inspecteurs de police judiciaire, pour le cours de "principes constitutionnel". Trois cent exemplaires supplémentaires seront mis à la disposition des autorités et de la société civile organisée.

L'avenir

Comme les autres parties du programme "judiciaire" développé par R.C.N., le volet "fonds documentaire" s'inscrit dans une triple perspective. L'appui à la mise en place d'institutions et d'associations civiles pouvant rendre effectif le respect des droits de la personne. L'urgence, car c'est maintenant qu'il faut épauler les forces démocratiques du pays. L'attentisme de la communauté internationale, sa lenteur, risquent d'avoir de graves conséquences. Enfin, le court terme. Le programme juridique de R.C.N. veut aussi avoir valeur symbolique et incitative.

D'ici quelques mois, le fonds documentaire pourra être remis à la bibliothèque nationale de droit, accessible à tous, qui ne manquera pas de s'ouvrir. Peut-être sera-ce la bibliothèque de droit de l'Université Nationale.

Daniel de Beer  
Avocat  
Responsable du programme

\*\*\*\*\*

**ANNEXE 1**

**LISTE DES OUVRAGES GARNISSANT LE FONDS  
DOCUMENTAIRE R.C.N. A KIGALI**

\*\*\*

## Annexe 2

### Inventaire sommaire des ressources documentaires au Rwanda, en matière juridique

Faculté de droit, à Kigali. La bibliothèque de la faculté contenait plus de six mille ouvrages. Peut-être un bonheur: d'après le Ministère de l'Enseignement supérieur, la bibliothèque aurait mise à l'abri par l'armée qui a transformé la faculté en camp militaire. Dans la mesure où des ouvrages estampillés du cachet de la faculté sont régulièrement écoulés sur le marché de Kigali, l'information mérite d'être vérifiée. A moyen terme, le gouvernement compte transférer la faculté de droit et la bibliothèque à Butare.

Fonds bibliographique rwandais, à Butare. Situé au sein de la bibliothèque centrale de l'Université Nationale du Rwanda, tout ce qui a été publié sur le Rwanda ou par un Rwandais depuis 1963 serait recensé dans ce répertoire, y compris thèses et mémoires. Le recteur de l'université, Monsieur Kambanda, se fait fort de rendre ce fonds rapidement accessible.

Bibliothèque du Ministère de la Justice. Elle contient quelques centaines d'ouvrages généralement trop anciens pour être utiles. La bibliothèque n'est pas accessible au public.

Bibliothèque du Ministère des Affaires étrangères. Les conventions internationales signées par le Rwanda s'y trouvent sans inventaire. Non accessible au public.

Présidence. Il s'y trouverait "une certaine collection juridique" dont la collection du "Journal Officiel". Absolument inaccessible.

Primature. Ne s'y trouve que le "Journal Officiel", non accessible au public.

Cour de Cassation. La documentation est riche d'environ deux cents ouvrages, mêlant le fort ancien et le plus récent, principalement en droit belge et français. La bibliothèque est désordonnée et hétéroclite. La bibliothèque n'est normalement accessible qu'aux magistrats.

Conseil d'État et Cour Constitutionnelle. Les locaux n'abritent qu'une collection incomplète de "Journal Officiel" et de codes.

Institut de recherches scientifiques et techniques, à Butare. Il renferme des thèses, mémoires et ouvrages qui ont de l'intérêt pour qui se documente sur l'histoire ou la sociologie du droit.

Niabisindu. Ancien siège de la Cour Suprême pendant la première République. Le site a été pillé et laissé à l'abandon depuis la fin de la guerre. Quelques ouvrages et des dossiers jonchent le sol tant à la Cour des Comptes qu'à la Cour d'Appel.

Tribunal de première instance de Butare. Seuls les dossiers ont été conservés.

Kabgaye (institution religieuse). Ces riches archives de sociologie et de droit coutumier notamment ont été partiellement pillées; ce qui demeure ne sera pas utilisable avant une sérieuse remise en ordre.

Centre dominicain, à Kigali. la bibliothèque est intacte. Elle recèle des ouvrages assez anciens sur le droit coutumier, le droit colonial, la sociologie.

Centre des Pères blancs, à Kigali. La bibliothèque a été pillée et détruite.

Particuliers. Très rares sont les particuliers (avocats, magistrats, ...) qui ont pu sauvegarder une partie de leur bibliothèque. Par exemple, quatre avocats sur la vingtaine qui ont été recensés disposent des codes.

Olivier Dubois

### Annexe 3

#### LA SITUATION ET LE STATUT DES FEMMES AU RWANDA. RÉFORME LÉGISLATIVE. CONSTITUTION D'UN DOSSIER. AIDE HUMANITAIRE D'URGENCE. APPUI AUX ASSOCIATIONS.

##### Qui sait qu'elles sont les sources du Nil ?

La "moitié du ciel" rwandais est frappée d'un sort bien peu enviable. Traditionnellement privée du droit d'accès à la propriété, la femme rwandaise était néanmoins protégée par un réseau solide et complexe de relations, d'autant plus efficace qu'il s'enracinait dans les coutumes que personne n'aurait osé enfreindre. La richesse de la coutume s'est étiolée. La coutume s'est sclérosée. Il demeure de la pratique coutumière en vigueur dans les collines que la femme rwandaise n'a guère de droit de propriété immobilière. Aucune loi générale n'est venue y mettre bon ordre. Dans un pays où la propriété de la terre est fondamentale, c'est condamner la femme à toutes les fragilités.

Le génocide et la guerre. Aujourd'hui, dit-on partout, 65% des chefs de ménage sont des femmes. 65%! Veuves, femmes dont le mari est réfugié hors des frontières, femmes dont le mari est en prison. L'insécurité dans trop de collines. Combien de veuves ou de femmes seules chassées de leur terre par un homme de la famille du mari. Ou chassées sous la menace de dénonciation de participation au génocide. Une grande misère. Femmes dont les maisons sont détruites et qui sont sans moyens. Femmes qui n'osent pas cultiver leur champ pour n'en être pas chassée. Femmes sans terres. Aussi, dans ce pays d'hommes, un grand isolement.

Mais le plus grave, le plus lourd pour l'avenir est cette chape de plomb, la perte de tous repères, la suspicion qui règne dans le pays. Avoir vu sans s'opposer le massacre d'enfants ou son père tué à coups de machette laisse un traumatisme insondable. La toute première urgence est de retrouver une parole sociale.

##### Les associations de femmes

Le mouvement associatif et coopératif était fort développé au Rwanda. Il était généralement intégré dans la structure qui a permis la pérennité de l'ancien pouvoir. En avril, il a produit le meilleurs et souvent le pire. De magnifiques exemples de solidarité; un appui dans la systématisation des massacres.

Certaines des associations de femmes qui avaient toujours revendiqué leur indépendance, se sont reconstituées à Kigali. Comme partout dans le pays, elles sont sans moyens. Leur premier objectif est d'arriver à un changement législatif, au vote d'une loi mettant par terre le régime juridico-coutumier actuel et instituant une réelle égalité de droit. Ces associations veulent aussi recréer des liens entre elles et entre la ville et la campagne. Elles se sont réunies en confédération, Pro Femmes.



### L'aide humanitaire d'urgence

L'UNICEF a dégagé des fonds destinés notamment à réhabiliter un certain nombre de maisons de femmes isolées. Cet organisme a demandé à des associations de femmes, Haguruka, Réseau de femmes, ... toutes membres de Pro Femmes, de gérer l'attribution de cette aide.

### La dynamisation du réseau associatif

Plutôt que de procéder à une simple distribution de l'aide à un nombre limité de femmes, ces associations souhaitent inciter les femmes à se remettre à parler ensemble, à l'auto organisation et à la création de groupes de solidarité.

### Vers une réforme législative...

Les associations de femmes sont conscientes de la chance que peut représenter l'espace de liberté ouvert par le discours démocratique gouvernemental pour préparer une réforme législative. Les réticences conscientes et inconscientes sont d'une telle profondeur qu'il faut cependant s'appuyer notamment sur un dossier inattaquable. Analyse socio-économique de la situation des femmes, relais dans la société civile et politique, solide argumentaire en droit (principes fondamentaux, droit comparé, exemples africains,...), etc.

### Un lien multiplicateur

L'absence de moyens empêche les associations de femmes de poursuivre certains de ces objectifs et surtout d'établir les liaisons qui les articuleraient entre eux et en démultiplieraient le sens. Cette absence de moyens est peu imaginable (pas de liaison téléphonique, pas de papier, pas d'infrastructure, peu de temps car il faut gagner de quoi vivre, ...). R.C.N., réseau de citoyens, a naturellement répondu à une demande d'appui des associations Haguruka et Réseau de Femmes.

Avec deux voitures mises à leur disposition par R.C.N. pendant quelques semaines, des représentantes de ces associations vont se rendre dans plusieurs régions du pays et procéder à l'analyse environnementale de la zone en vue de déterminer les besoins (pour le projet "logis" de l'UNICEF). Cette première étude est aussi destinée à constituer un des matériaux de l'approche socio-économique à verser au dossier appuyant une réforme législative.

Par le biais des conseillers communaux, les femmes seront conviées à participer à des formations à la constitution de groupes de solidarité par cellule (une commune comprend plusieurs cellules, petites unités territoriales chapeautée par un conseiller). Les femmes se choisiront leurs représentantes. Ces représentantes seront formées à établir un inventaire des besoins. Ces groupes de solidarité seront organisés autour d'actions communes, d'abord dans le cadre du projet "logis", puis de façon plus large (travaux champêtres, tontine, podium d'expression, urubohero, fabrication de briques,...).

Les déléguées espèrent retrouver d'anciennes membres des associations de femmes ou susciter des relais qui pourront promouvoir une dynamique de réseau et de liaison entre les groupes de solidarité et avec les associations de femmes.

R.C.N. apporte un appui logistique et financier, à la mise en route de ce processus. Mise à la disposition de deux véhicules et prise en charge des salaires pendant quelques semaines, remise d'une machine à écrire, reproduction de fascicules pédagogiques, ... Les données recueillies dans le pays seront versées au dossier qui se constitue pour la réforme législative. Une juriste va effectuer pendant six semaines la collecte et le traitement d'informations juridiques de nature à l'étayer. Ce premier dossier sera reproduit et remis aux associations et à leur relais politiques.

Fidèle à la philosophie qui traverse tout le programme juridique de R.C.N., l'appui est ponctuel. Permettre la mise en route de processus.

L'apport de R.C.N., au demeurant modeste, est essentiel par la conviction qu'il porte. L'histoire nous apprend que, croyant bien faire, l'Occident pouvait commettre des bêtises. Il faut changer d'ingérence au Rwanda. Il ne peut y avoir de démocratie sans citoyens et devenir citoyen est une aventure individuelle et collective. La première condition est le "parler ensemble" qui devient participation à la gestion des affaires communes et société civile qui s'organise. Il est urgent de mettre en pratique des interventions inter-citoyennes et donc forcément respectueuses d'un devenir démocratique qui se cherche.

Daniel de Beer  
Responsable du programme.

RÉSEAU DE CITOYENS  
CITIZENS' NETWORK  
R.C.N.  
Association internationale

Kacyiru Nord 234  
B. P. 1219  
Kigali - RWANDA  
Tél. - fax: (250) 8.4664

Chaussée de Boondael 388  
1050 Bruxelles - BELGIQUE  
Tél.: (32).2.646 63 74  
Fax: (32).2.646 70 81

PROGRAMME D'APPUI A LA RECONSTRUCTION DU SYSTEME  
JUDICIAIRE

VOLET III  
APPUI A LA CRÉATION D'UN BARREAU

RAPPORT INTERMÉDIAIRE  
8 Décembre 1994

Synthèse

Convaincue de l'impérieuse nécessité d'organiser un Barreau indépendant, seul susceptible de garantir l'exercice réel des droits de la défense dans un pays exsangue et meurtri, l'association R.C.N. a décidé de répondre aux demandes d'appui à la création et à l'installation d'un Barreau rwandais, appelé à devenir un acteur important dans l'édification d'un État de droit \*.

R.C.N. a atteint son objectif principal: une association nationale d'avocat, préfigurant le futur Barreau, a été constituée le 2 décembre.

Cette association souhaite que R.C.N. continue à la soutenir un moment. D'autre part, certaines initiatives méritent d'être prises ou soutenues face à l'ampleur de la tâche à accomplir en matière de défense judiciaire.

Bref rappel de la situation au 1er octobre 1994

Il n'y a jamais eu au Rwanda de conditions particulières pour devenir avocat. Une loi du 12 juillet 1984 a installé un système d'accréditation en qualité de mandataire de justice, sans conditions de formation préalable. En 1993, des mandataires de justice juristes en côtoyaient d'autres non juristes mais ayant développé une certaine expérience et d'autres encore qui n'avaient de l'avocat que le titre dont ils se paraient. Le système favorisait toutes les dérives, d'autant que le même phénomène prévalait dans la magistrature.

\* Cfr. texte de présentation générale du programme, octobre 1994.

Depuis 1983, des avocats ont exprimé le souci de voir voter une loi fixant des conditions sérieuses d'accès à la profession et organisant un Barreau indépendant: un avant-projet de loi, largement inspiré d'un projet élaboré par le Bâtonnier Xavier Magnée du Barreau de Bruxelles, a été déposé au Conseil du Gouvernement en 1992. L'affaire en était restée là.

Par ailleurs, des avocats juristes, conscients de l'importance de se regrouper, ont fondé en 1987 l'Association des Juristes Avocats au Rwanda (AJAR). Au début du mois d'octobre, les rares membres survivants de cette association étaient dispersés et les statuts de l'association, introuvables.

Depuis le mois d'août dernier, le Ministre de la Justice affiche une volonté de faire voter dès que possible la loi organique portant création d'un Barreau. Quelques avocats survivants ou en provenance de la diaspora tentent de remettre sur pied un cabinet mais le contexte actuel et l'inévitable lenteur de la remise en fonction des juridictions rendent cet exercice particulièrement difficile. Le manque dramatique d'infrastructures matérielles et documentaires accentue encore la difficulté. Ces avocats ont émis le souhait de se constituer en profession indépendante, réunie dans un Barreau garant d'une stricte déontologie et de l'exercice effectif des droits de la défense.

### Évolution de la situation depuis octobre

R.C.N. a proposé aux avocats de se réunir en groupe d'initiative et d'envisager de se constituer en association poursuivant un triple objectif:

- préparer l'avènement d'un Barreau,
- ouvrir un forum permanent de discussion sur les questions cruciales qui se posent aujourd'hui aux avocats ,
- se mettre en position de représentant provisoire des avocats jusqu'à ce que le Barreau soit constitué.

Des réunions se sont tenues chaque samedi matin des mois d'octobre et de novembre, au siège de R.C.N. qui en a assuré notamment le secrétariat (procès-verbaux, convocations, reproduction et diffusion de documentation telle que le projet de loi portant la création du Barreau etc.). Le responsable du programme, avocat à Bruxelles, a participé à ces réunions. Le "bouche à oreille", moyen de communication singulièrement efficace au Rwanda, a permis de contacter la majorité des avocats présents au pays. Ils sont malheureusement peu nombreux: une quinzaine d'avocats en exercice ou désirant exercer dès que possible et quelques mandataires en justice non juristes, aux qualités reconnues par leurs pairs et souhaitant pouvoir un jour reprendre ce mandat à titre professionnel. Une dizaine de juristes envisageant l'éventualité d'embrasser la profession d'avocat à plus ou moins moyen terme a pu également être recensée. Il doit y avoir aussi un certain nombre d'avocats ou de juristes de tradition anglophone qui devront trouver une place dans le futur Barreau et le système judiciaire. Cependant, l'obstacle de la langue réduit les possibilités de rapprochement immédiat.

Tout en entamant un travail de réflexion générale, le groupe d'initiative, composé des avocats en exercice, a élaboré un projet de statuts d'une association nationale poursuivant les trois objectifs évoqués.

Par ailleurs, les statuts de l'AJAR ont été retrouvés à la mi-novembre. Les trois ou quatre avocats membres de cette association en ont inopinément reconstitué le comité exécutif (l'équivalent du conseil d'administration) et se sont choisis entre eux le président et le secrétaire, en invitant ensuite les autres membres du groupe d'initiative à en devenir de nouveaux adhérents, parmi lesquels seraient encore élus le vice-président et le trésorier. Le groupe d'initiative s'était fixé comme règle de réunir le plus d'avocats possible avant de se choisir des représentants. L'invitation a dès lors été déclinée. L'AJAR existe mais ses trois ou quatre membres rejoindront peut-être les rangs de la nouvelle association naissante.

R.C.N. a encouragé l'élaboration de cette nouvelle association. Le représentant de R.C.N. a également pris ou repris contact avec divers Barreaux et associations internationales parmi lesquels Avocats sans Frontières, le Barreau de Bordeaux et celui du Québec en vue de dégager des liens de partenariat et de solidarité dont cette association d'abord et le Barreau ensuite auront bien besoin.

Entre-temps, le Parlement s'est enfin réuni et on peut espérer que la loi instituant le Barreau et organisant l'Ordre des avocats sera votée dans les prochains mois.

### Le 2 décembre 1994, un heureux jour

Le 2 décembre 1994, R.C.N. a eu le plaisir d'abriter la naissance de l'Association des Juristes mandataires professionnels en Justice, l'A.J.M. A cette occasion, R.C.N. a invité Monsieur Jacques Lachapelle, juge à la Cour de Québec et Maître William Schabas, doyen de la Faculté de droit de l'Université du Québec, à Montréal. Ces invités ont salué la naissance l'A.J.M. en annonçant un très probable soutien du Barreau du Québec. Le 5 décembre, l'A.J.M. s'est doté d'un comité consultatif \*.

### L'Association des Juristes mandataires professionnels en Justice

Le Petit Robert définit l'avocat non seulement par son rôle, mais aussi par l'inscription à un Barreau. Les avocats rwandais en ont tiré les conséquences: ils seront des mandataires professionnels en justice jusqu'à la création du Barreau, même si personne ne leur contestera la qualité d'avocat.

Les objectifs de cette association sans but lucratif sont:

- préfigurer le Barreau national,
- ouvrir un forum permanent de discussion et de travail (déontologie, textes de lois, recherches de solutions aux problèmes sociaux intéressant plus spécifiquement les avocats, ...),
- favoriser la collaboration et la solidarité active entre avocats,
- promouvoir les relations de partenariat et de coopération avec d'autres associations et Barreaux.

Il est indiqué à l'article 6 que l'association prendra fin avec la mise en place du Barreau.

---

\* Voir la liste des membres de l'A.J.M. en annexe.

L'article 2 du projet de loi portant création d'un Barreau autorise, pendant une période transitoire de six mois, des non-juristes à se faire admettre par le Ministre de la Justice en qualité d'avocat s'ils justifient une expérience professionnelle suffisante. Néanmoins, l'association s'est montrée soucieuse de garantir en son sein la spécificité qu'ont les débats entre avocats. Les membres sont donc composés de juristes mandataires professionnels en justice exerçant au Rwanda (art. 7 des statuts).

### Le projet de loi instituant le Barreau et organisant l'Ordre des avocats

Une des premières tâches que s'est fixée l'association est de poursuivre la discussion du projet de loi instituant le Barreau et d'insister pour que la loi soit rapidement votée. On retrouve dans ce texte de loi l'heureuse inspiration de Maître Xavier Magnée. Le système légal envisagé ressemble à s'y méprendre au système belge tout en évitant certains écueils. Par exemple, si l'avocat a le monopole de la représentation professionnelle en justice, le justiciable peut toujours se défendre lui-même ou se faire représenter par un membre de sa famille proche.

L'A.J.M. a déjà exprimé deux préoccupations à propos de ce projet de loi. D'une part, elle souhaite que le Barreau puisse au moins donner son avis sur l'admission en qualité d'avocat de non juristes expérimentés, pendant la période transitoire de six mois. D'autre part, elle craint que le système d'aide judiciaire fixé par les articles 53 à 53 quater soit irréalisable. Il est prévu que le Conseil de l'Ordre pourvoit à l'assistance judiciaire sur fonds d'aide judiciaire alimenté par "des subventions de l'État et des contributions diverses". Comme il est certain qu'il n'y aura pas de fonds disponibles à cet effet avant très longtemps, que la grosse majorité de la population ne pourra pas s'offrir les services d'un avocat et que les avocats resteront encore longtemps peu nombreux, il faut craindre que le régime prévu aboutisse, en fait, à l'absence de tout système d'assistance judiciaire.

### L'avenir...

Le petit nombre d'avocats rwandais, l'A.J.M., et le Barreau ensuite, sont confrontés à des défis trop lourds. Comment assurer la défense des milliers de personnes incriminées de meurtres ou de participation au génocide? Comment assurer la défense des parties civiles? Comment se donner les moyens individuels et collectifs ou l'infrastructure matérielle et documentaire nécessaires à l'exercice de la profession et au fonctionnement d'un Barreau? Comment garantir concrètement l'accès à la justice et les droits à la défense dans les collines?

Des partenariats et une coopération internationale s'avèrent plus que jamais indispensables. Il ne faut cependant pas oublier que les États de droit sont, en Occident, le fruit d'une longue histoire. Il ne s'agit pas de "coller" une culture juridique qui vient d'ailleurs. Il convient d'être attentif à ne pas vouloir inconsciemment écrire l'histoire d'un pays à sa place.

A ce propos, une distinction mérite d'être établie. Il y a d'une part les suites judiciaires à réserver au génocide qui, en raison notamment de la

qualification juridique de génocide et de crimes contre l'humanité, engagent la responsabilité internationale. Il y a par ailleurs l'appui à donner à un pays sans moyens qui veut s'engager dans l'édification d'un État de droit, notamment en se dotant d'un Barreau.

Deux objectifs complémentaires mais de nature différente peuvent être poursuivis.

Assurer la défense dans le cadre des poursuites intentées ou à intenter suite au génocide.

Les avocats rwandais s'affirment convaincus de l'absolue nécessité d'assurer la défense des personnes interpellées suite au génocide. En revanche, ils font preuve d'une certaine timidité personnelle, voire de réticence à ce propos. Cette situation est confirmée par le fait qu'aucun d'entre eux n'a encore pris la moindre initiative en ce sens, malgré le nombre de personnes incarcérées. Or, il est certain qu'une partie de celles-ci ont été arrêtées sans justes motifs, que la procédure n'est pas respectée et que l'état de délabrement de l'appareil judiciaire n'explique pas entièrement la lenteur mise dans l'avancée des procédures.

Les raisons avancées par les avocats sont diverses. La défense devrait soulever les vices de procédure pour demander la libération des auteurs du génocide, ce qui n'est pas pensable. Les détenus n'expriment aucune demande. Les avocats éprouvent les plus grandes difficultés à remettre sur pied leur cabinet et la plupart d'entre eux ne peuvent encore vivre de l'exercice de leur profession. Le risque de représailles de la population...

Ces motifs doivent être pris en considération. Mais il faut imaginer les moyens de mobiliser la solidarité internationale en matière de défense. Il faut certes appuyer et dynamiser les avocats rwandais. Mais il s'impose également de ne pas les laisser seuls et de mettre sur pied un système de défense, ou d'appui à la défense, par des avocats étrangers, des personnes interpellées et des victimes.

L'enjeu n'est pas seulement le renforcement d'un État de droit naissant. C'est aussi l'application, dans une situation paradigmatique, des grands principes de droit de la personne. Ces principes sont consacrés dans les instruments internationaux, dont les Barreaux et les associations de défense s'affirment les plus ardents promoteurs.

L'ancienne législation et le nouveau projet de loi ont admis le principe de prestations occasionnelles au Rwanda d'avocats étrangers pour autant, précise l'article 3 du projet de loi, que leur législation prévoit la réciprocité et que les grands principes de déontologie soient communs. Il est donc possible d'organiser un appui important d'avocats étrangers; l'idéal est d'organiser cet appui en parfaite coordination avec le Barreau rwandais.

Par ailleurs, il faut organiser la diffusion de la documentation juridique sur les instruments internationaux, le tribunal international et les questions de procédure et de défense en matière de génocide et de crimes contre l'humanité. Le professeur William A. Schabas a évoqué l'idée d'un cours d'un jour ou deux sur ces matières, à destination des personnes intéressées, parmi les avocats, les fonctionnaires, les politiques, les magistrats et les militaires. Il est vrai que cela répondrait à une demande récurrente d'information.



La réunion des moyens matériels et documentaires pour le Barreau et pour les avocats. Une formation préparatoire.

Il est difficile d'envisager de doter les avocats d' infrastructures individuelles. En revanche, il importe d'apporter une assistance technique au futur Barreau en l'aidant à louer une "maison de l'avocat" et à l'équiper (infrastructure administrative et documentaire).

Les avocats rwandais n'ayant aucune expérience d'un Conseil de l'Ordre, il serait judicieux de répondre à leur demande d'organiser un stage pour deux ou trois de leurs représentants auprès d'un Conseil de l'Ordre étranger.

\*\*\*\*\*

Avec la création de l'association d'avocats et la mise en relation de celle-ci avec des partenaires potentiels, R.C.N. a atteint son principal objectif de départ.

R.C.N. se propose de:

- répondre pendant quelque temps à la demande de collaboration de l'A.J.M.;
- consolider les relations entre la nouvelle association rwandaise des avocats et les associations et Barreaux qui ont manifesté leur intérêt;
- soutenir et, si cela peut s'avérer utile, participer aux initiatives qui seront prises en matière de défense dans le cadre des suites judiciaires réservées au génocide. Parmi celles-ci, figureront peut-être un projet d'aide à la défense des victimes du génocide établi par l'association Avocats sans Frontières et l'initiative du professeur Schabas;
- répondre aux demandes d'information et de documentation;
- diffuser les textes relatifs au tribunal international, à la procédure et aux poursuites pour crimes contre l'humanité et de génocide;
- organiser un stage de deux ou trois représentant de l'A.J.M. auprès d'un Conseil de l'Ordre étranger.

\*\*\*\*\*

Daniel de Beer  
Avocat  
Responsable du programme.



ANNEXE

LISTE DES MEMBRES FONDATEURS DE L'ASSOCIATION DES  
JURISTES MANDATAIRES EN JUSTICE

Maitre Jean HAGUMA

Maitre Bosco IYAKAREMYE, secrétaire

Maitre Profect KABUREGE

Maitre Agnès MUKABARANGA, vice-présidente

Maitre Frédéric MUTAGWERA, président

Maitre Félicien MUTALIKANWA

Maitre NKUBITO YA RUGANGO

Maitre Emmanuel RUKANGIRA

Maitre Jean Bosco RUSANGANWA, trésorier

Maitre Siméon RWAGASORE

Suite à l'annonce à la radio de la création de l'association, cinq nouveaux membres l'ont rejointe en quelques jours.

\*\*\*\*\*

RÉSEAU DE CITOYENS  
CITIZENS' NETWORK  
R.C.N.  
Association internationale

Kacyiru Nord 234  
B. P. 1219  
Kigali - RWANDA  
Tél. - fax: (250) 8.4664

Chaussée de Boondael 388  
1050 Bruxelles - BELGIQUE  
Tél.: (32).2.646 63 74  
Fax: (32).2.646 70 81

Reg 308  
20/12  
William

Comme suite à notre  
agréable entrevue et pour  
votre bonne information

